L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE, 1er AVRIL 1888.

PETITES ANNONCES.

COUVERTURES nettoyées par le procédé du soufre—Larrieu & Mandet—Etablissement de teinture et de dégraissage à vapeur de Bontemps, 184 1/2 rue Poydras et 64 Royale. 1eravril—1f

A. B. Philips, notaire, 5 Coml. Place, peut prêter sur hypothèque de $60 à $90.000. 29 déc—0m

DEMANDES.

ON demande—Une bonne nourrice blanche recommandable. S'adresser 338 rue St. André, de 11 h. a. m. à 1 h. p. m. 1a—1f

ON demande—Une cuisinière blanche parlant le français, d'un certain âge, avec bonne référence. S'adresser No 314 St. Charles. 1er avril—3f

ON demande—Immédiatement, 6 jeunes filles et 6 jeunes garçons, de 12 à 16 ans, Louisiana Porcelain Works". No 180 rue du Canal.
31mars—2f

POUR LOUER.

A LOUER—La Boulangerie avec deux fours No 128 rue Main a 3 rues bien situées et en bon état. A un prix modéré. Pour les conditions, s'adresser à No 81 Nord Remparts.
31 mars—15f

MAISON à louer—Encoignure Dumaine et Bourgogne avec installation de comptoir et étagères pour épicerie ou magasin. S'adresser No 137 rue St. Pierre.
24mars—1m.

A VENDRE.

A VENDRE—Graine de coton (cotton seed hulls) délivrée sur vos wagons ou garage de chemins de fer.
E. COURRIBET,
Encoigure Magnolia et Josephine.
4 mars—1m

ANNONCES POLITIQUES.

TICKET REPUBLICAIN.

GOUVERNEUR
H. C. WARMOTH,
de Plaquemines.

LIEUTENANT GOUVERNEUR.
ANDRE W. HERO, JR.
d'Orléans.

SECRETAIRE D'ETAT
JOHN T. MATTY,
de Ste-Marie.

TRESORIER.
B. F. FLANDERS,
de Lafayette.

AUDITEUR GENERAL
ROBERT RAY,
de Ouachita.

AUDITEUR.
JAMES FORSYTHE,
de Catahoula.

Election 17 avril 1888.

Attendu que le parti républicain s'est voué à l'éducation de tout le peuple et est en faveur de toutes les initiatives qui pourront être faites pour mettre l'instruction sur une base solide dans l'Etat de la Louisiane ;

Attendu que la place de surintendant de l'instruction publique n'a pas de caractère politique ;

Attendu que cette personne de l'Hon. Joseph A. Breaux de la paroisse Iberie, nous le connaissons un ami dévoué des intérêts de l'éducation en Louisiane, un conservateur à vues larges et libérales dont l'honnêteté, l'intégrité et la haute compétence ne sont contestées par personne, et dont l'extirpation de l'ignorance d'une juste égale à celle de toute autre politique, dans toutes les classes en dehors des questions de race, de couleur ou de croyance antérieure,

Résolu que nous engageons nos électeurs républicains de cet Etat à accorder leurs suffrages publicains de cet Etat à accorder leurs suffrages à l'Hon. Jos. A. Breaux pour la place de surintendant de l'instruction publique.

PLATEFORME.

Nous, les représentants du parti républicain en Louisiane, réunis en Convention, déclarons que les résolutions suivantes sont l'énonce des principes cardinaux du parti républicain de cet Etat.

Nous attestons notre dévouement aux doctrines essentielles et caractéristiques du temps du républicanisme telles qu'elles sont énoncées dans la plateforme nationale du parti, réuni en Convention à Chicago, en juillet 1884, persuadés que l'exécution impartiale et la mise en vigueur de cette plateforme assureront efficacement le maintien des institutions libres et libéral le maintien des institutions libres et libérales et du gouvernement populaire.

Nous condamnons les tentatives au commerce libre de l'administration du Président Cleveland et l'organisation de la Chambre des Représentants à Washington qui a montré pour cet objet un champion du libre échange lequel a composé un tarif inique des vues et moyens de manière à mettre le comble aux taxes et moyens de manière à mettre le comble aux taxes et imposts, à augmenter le coût de la vie, à opprimer le travail, à ruiner les industries florissantes et un péril toutes les industries florissantes de notre Etat—le sucre et le riz. Nous voyons avec étonnement nos représentants au Congrès voter pour l'organisation qui nous condamnions.

Nous avons pas vu avec moins de surprise

LA DERNIERE CONVENTION DEMOCRATIQUE

à Baton Rouge ignorer entièrement la question de protection pour les industries et, par sa tendances permicieuses de son ad libitration, si sagement pour la prospérité de notre Etat bien-être et du peuple.

C'est aussi le devoir du gouvernement fédéral d'un gouvernement d'Etat de favoriser fédéral d'un gouvernement d'Etat de favoriser national—d'un gouvernement d'Etat de favoriser et de protéger les intérêts agricoles et manufacturiers ainsi que ses industries de l'Etat, nous tarifs ainsi que ses industries de l'Etat, nous sons engagés à faire tous nos efforts pour qu'un sons engagés à faire tous nos efforts pour qu'un tarif une législation qui sauvegarde le principe tarif une législation qui sauvegarde le principe américain et la protection pour l'industrie américain et la protection pour l'industrie de toute considération de de toute considération de politique de parti ou de place ou de localité dans le but d'assurer politique de parti ou de place ou de localité dans le but d'assurer au travail et au capital leurs droits et au travail et au capital leurs droits et assurer au travail et au capital leurs droits et leurs privilèges et de les protéger contre la concurleurs privilèges et de les protéger contre la concurrence et l'intervention étrangère.

Nous dénonçons comme en complète contradiction avec l'esprit et l'essence des quatorzième et quinzième amendements à la Constitution et avec l'esprit républicain et les principes mêmes des Etats Unis les mesures et les prescriptions adoptées par le gouvernement d'Etat dans les adoptées par le gouvernement d'Etat dans les affaires politiques et dans la mise en vigueur d'une affaires politiques et dans la mise en vigueur d'une loi d'élection corruptrice dans le but de priver de loi d'élection corruptrice dans le but de priver de leurs droits de libres citoyens nombreux citoyens.

Nous nous portons comme garants de l'adoption par le parti républicain d'une administration progressiste ; nous condamnons le système tion progressiste ; nous condamnons le système en vertu duquel le parti démocratique a mis en vertu duquel le parti démocratique a mis en vigueur et voté par le corps législatif une dette en faveur et voté par le corps législatif une dette en faveur de plusieurs millions illégales, injustes, bors gradant d'une allocation illégales, injustes, bors gradant d'une allocation de plusieurs millions illégales, injustes, bors de toute proportion avec les revenus de l'Etat. de toute proportion avec les revenus de l'Etat. Nous approuvons et soutenons le règlement de

Nous approuvons et soutenons le règlement de la dette de l'Etat qui a été prévu par la Nous approuvons et soutenons le règlement de la dette de l'Etat qui a été prévu par la constitution de l'Etat et déclarons que la constitution de l'Etat et déclarons que la législature au-dessus de la taxe levée pour le paiement législature au-dessus de la taxe levée pour le paiement au-dessus de la taxe levée pour le paiement des intérêts annuels de la dette sera religieusement des intérêts annuels de la dette sera religieusement appliquée au but pour lequel il a été imposé, appliquée au but pour lequel il a été imposé, et que la somme qui dépassera les intérêts annuels et que la somme qui dépassera les intérêts annuels sera employée à la création du fonds d'amortissesera employée à la création du fonds d'amortissement pour le rachat des bons de l'Etat.

Nous insistons sur le maintien de la protection Nous insistons sur le maintien de la protection de nos levées pendant toute l'étendue de nos levées pendant toute l'étendue de ces travaux publics qui sont nécessaires pour ces travaux publics qui sont nécessaires pour des fonds publics qui il sera nécessaire pour des fonds publics qui il sera nécessaire pour atteindre ce résultat et les efforts que notre atteindre ce résultat et les efforts que notre législation sont toujours progressifs contre les législation sont toujours progressifs contre les inondations du Mississipi et de ses tributaires.

Nous approuvons la loi du Congrès qui alloue la somme de $15.000, chaque année, pour l'engagement d'agriculture dans les différentes parties des Etats Unis. Nous recommandons à notre législature d'Etat d'y ajouter la somme nécessaire pour atteindre le but désiré, et de façon à nous mettre en possession des meilleurs méthodes de culture de nos différents produits.

Nous applaudissons à l'engagement pris corditalement et les efforts faits par le parti républicain, pour l'éducation populaire et pour l'encouragement de l'immigration, un conservateur à vues large et libérales dont l'honnêteté, l'intégrité et la haute compétence ne sont contestées par personne, et dont l'extirpation de l'ignorance d'une juste égale à celle de toute autre politique, dans toutes les classes en dehors des questions de race, de couleur ou de croyance antérieure,

Résolu que nous engageons nos électeurs républicains de cet Etat à accorder leurs suffrages républicains de cet Etat à accorder leurs suffrages à l'Hon. Jos. A. Breaux pour la place de surintendant de l'instruction publique.

PLATEFORME.

Nous, les représentants du parti républicain en Louisiane, réunis en Convention, déclarons que les résolutions suivantes sont l'énonce des principes cardinaux du parti républicain de cet Etat.

Nous attestons notre dévouement aux doctrines essentielles et caractéristiques du temps du républicanisme telles qu'elles sont énoncées dans la plateforme nationale du parti, réuni en Convention à Chicago, en juillet 1884, persuadés que l'exécution impartiale et la mise en vigueur de cette plateforme assureront efficacement le maintien des institutions libres et libéral le maintien des institutions libres et libérales et du gouvernement populaire.

Nous condamnons les tentatives au commerce libre de l'administration du Président Cleveland et l'organisation de la Chambre des Représentants à Washington qui a montré pour cet objet un champion du libre échange lequel a composé un tarif inique des vues et moyens de manière à mettre le comble aux taxes et moyens de manière à mettre le comble aux taxes et imposts, à augmenter le coût de la vie, à opprimer le travail, à ruiner les industries florissantes et un péril toutes les industries florissantes de notre Etat—le sucre et le riz. Nous voyons avec étonnement nos représentants au Congrès voter pour l'organisation qui nous condamnions.

Nous avons pas vu avec moins de surprise

LA DERNIERE CONVENTION DEMOCRATIQUE

à Baton Rouge ignorer entièrement la question de protection pour les industries et, par sa tendances permicieuses de son ad libitration, si sagement pour la prospérité de notre Etat bien-être et du peuple.

C'est aussi le devoir du gouvernement fédéral d'un gouvernement d'Etat de favoriser national—d'un gouvernement d'Etat de favoriser et de protéger les intérêts agricoles et manufacturiers ainsi que ses industries de l'Etat, nous tarifs ainsi que ses industries de l'Etat, nous sons engagés à faire tous nos efforts pour qu'un sons engagés à faire tous nos efforts pour qu'un tarif une législation qui sauvegarde le principe tarif une législation qui sauvegarde le principe américain et la protection pour l'industrie américain et la protection pour l'industrie de toute considération de de toute considération de politique de parti ou de place ou de localité dans le but d'assurer politique de parti ou de place ou de localité dans le but d'assurer au travail et au capital leurs droits et au travail et au capital leurs droits et assurer au travail et au capital leurs droits et leurs privilèges et de les protéger contre la concurleurs privilèges et de les protéger contre la concurrence et l'intervention étrangère.

Nous dénonçons comme en complète contradiction avec l'esprit et l'essence des quatorzième et quinzième amendements à la Constitution et avec l'esprit républicain et les principes mêmes des Etats Unis les mesures et les prescriptions adoptées par le gouvernement d'Etat dans les affaires politiques et dans la mise en vigueur d'une loi d'élection corruptrice dans le but de priver de leurs droits de libres citoyens nombreux citoyens.

Nous nous portons comme garants de l'adoption par le parti républicain d'une administration progressiste ; nous condamnons le système tion progressiste ; nous condamnons le système en vertu duquel le parti démocratique a mis en vertu duquel le parti démocratique a mis en vigueur et voté par le corps législatif une dette en faveur et voté par le corps législatif une dette en faveur de plusieurs millions illégales, injustes, bors gradant d'une allocation de plusieurs millions illégales, injustes, bors de toute proportion avec les revenus de l'Etat. de toute proportion avec les revenus de l'Etat.